

## ***L'argent ne fait pas le bonheur***

Pour le nouvel immigrant, ou le visiteur occasionnel, la Suisse de 1979 avait, plus encore qu'aujourd'hui sans doute, l'allure d'un pays de cocagne. Je ne serais pas trop surpris à vrai dire si une majorité de Suisses songeaient à cette époque comme à une période bénie. Certes la Suisse était déjà un des pays les plus riches du monde. Et elle se sortait, alors comme aujourd'hui, mieux que beaucoup d'autres pays d'une crise économique sévère (autrement plus sévère en fait que celle que nous venons de vivre). Mais, et c'est cela qui peut paraître surprenant, le revenu réel par habitant (toute différence purement attribuable à l'inflation des prix éliminée) était à l'époque environ 20% inférieur à celui dont nous jouissons aujourd'hui. La différence est substantielle. Entre le plus haut de 1989 et le plus bas de la crise récente (1992), le revenu par habitant a chuté de 5% tout au plus.

L'argent ne fait pas le bonheur, affirme le dicton. La comparaison des situations respectives de 1979 et de 1999, toute subjective soit elle (toute assertion relative au bonheur l'est nécessairement), semble le confirmer. En témoignent aussi les impressions que nous rapportons souvent de nos séjours de vacances dans des pays plus pauvres mais dont la population n'est pas, à l'évidence, plus malheureuse.

Ces réflexions n'ont pas pour but de remettre en cause les statistiques du produit intérieur brut (PIB) ou du revenu national, ni d'emboîter le pas à ceux qui voudraient compléter les statistiques nationales par une mesure du Bonheur national brut ! Les trop peu nombreux employés de l'Office nationale de la statistique ont choses plus urgentes à faire que poursuivre une quête aussi illusoire. Mais, tout en laissant chacun libre de ses conclusions, il s'agit quand même de relativiser quelque peu l'importance de la croissance économique pour un pays au niveau de développement de celui de la Suisse.

La croissance des revenus n'est pas l'objectif ultime de la gestion macroéconomique. (Ce postulat est conforme à la théorie économique laquelle considère la plus grande satisfaction des résidents comme le but à atteindre.) Il en découle que certains choix conduisant à moins de croissance peuvent être considérés comme socialement préférables. C'est dans ce sens que l'on peut comprendre les appels à une croissance « qualitative ». C'est aussi la meilleure perspective pour réfléchir à la diminution du temps de travail. Une étude récente de l'Institut Créa de l'Université de Lausanne n'affirmait-elle pas que l'essentiel du différentiel de niveau de vie entre les Suisses et les autres Européens s'expliquait par le fait que les Suisses travaillaient plus ?

Cette perspective suggère cependant aussi que la focalisation sur les niveaux de revenus lors des négociations salariales, ou l'insistance sur des diminutions de temps de travail à *revenus inchangés* participent d'une même illusion. Et que dire des demandes de baisse d'impôts lorsque la nature des services de l'Etat qui seront amputés en conséquence n'est pas précisée. Certains investissements publics conduisant à une meilleure qualité de vie sont pourtant de nature à offrir un rendement en termes de satisfaction supérieur à celui des dépenses de consommation supplémentaires envisageables par les contribuables.

Enfin, les réactions à la crise des années 1990 laissent penser que, en matière de revenu, il y a « formation d'habitude » et qu'une chute de pouvoir d'achat est beaucoup plus durement ressentie dans le sens négatif qu'une augmentation de même ampleur ne l'est dans le sens positif. Mais alors, il serait rationnel pour chacun de nous de n'adapter son style de vie à une

augmentation de revenu qu'avec la plus grande prudence, c'est-à-dire seulement lorsque nous avons l'assurance que la hausse en question a un caractère réellement permanent, et éventuellement après avoir adapté notre niveau d'épargne pour qu'il en soit bien ainsi.

Jean-Pierre Danthine  
Professeur à l'Ecole des HEC